

L'EDITO

N° 3

septembre 2010

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas en-

Combien étions-nous dans l'action, mardi 7 septembre 2010, 2 millions, 3 millions... ? Comme d'habitude, les chiffres sont contradictoires, mais **chacun s'accorde cependant à reconnaître que la mobilisation était non seulement très importante, mais partout beaucoup plus importante que le 24 juin dernier.**

Avec, dans les cortèges, au coude à coude, **actifs et retraités, et beaucoup de jeunes**, voire très jeunes. Preuve que

Ensemble pour la défense des retraites !



les messages martelés par le gouvernement tout l'été de convainquent pas, que les actions menées par nos camarades, notamment la signature des pétitions, ont permis de larges discussions et que les solutions alternatives à la réforme de Sarkozy apparaissent crédibles.

Pourtant, selon les déclarations des ministres, il y aurait simplement "un besoin de pédagogie très fort" ! Non seulement les citoyens ne sont pas entendus mais en plus on les humilie en faisant semblant de croire qu'ils n'ont rien compris et qu'il suffirait de bien leur expliquer pour qu'ils adhèrent à la réforme.

Mais si, Messieurs du Gouvernement et du Médef, nous avons très bien compris que vous voulez nous ramener des décennies en arrière, et que **votre but est de détruire systématiquement tout notre système de protection sociale, aujourd'hui la retraite, demain l'assurance maladie dans sa totalité.** Vous n'avez pas digéré les mesures progressistes issues des travaux du Conseil National de la Résistance et vous vous appliquez, depuis des années, à les démolir petit à petit, obstinément.

Mais nous ne vous laisserons pas faire, le mouvement de contestation grandit dans la population et dans les entreprises, vos manœuvres de diversion abjectes de l'été ne nous ont pas abusés.

Vous ne voulez pas nous entendre, vous vous arcoutez sur vos positions ?

"Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là on n'en veut pas !"

La lutte peut et doit continuer : rien n'est encore perdu, la loi n'est pas votée.

Il est possible de faire reculer le gouvernement : faisons grandir le mouvement pour imposer une autre réforme, juste, qui pérennise le système par répartition et maintienne l'âge de départ à 60 ans à taux plein.

Sommaire

1. L'édito
2. Les retraités dans l'action avec les actifs durant l'été !
3. Sécurité : parlons-en !
4. L'Orga, le point.



À Martigues dans les Bouches du Rhône, dans l'Oise, comme dans toute la France, **actifs et retraités, jeunes et chômeurs**, ils étaient tous ensemble dans la rue le 7 septembre dernier pour **refuser la casse de notre système de retraite**.

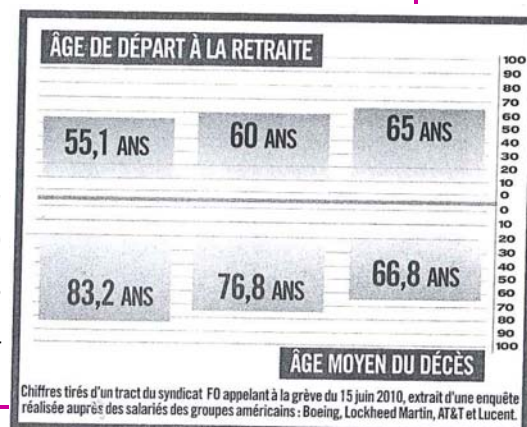


Les retraités dans l'action avec les actifs durant

Le Havre et sa région, le 13 juillet, rassemblement devant le siège de l'UMP du Havre, le 30 juillet, distribution de tracts au péage du pont de Tancarville (et péage gratuit !), le 17 août, collage puis rassemblement devant le siège du Medef au Havre.

Sur le secteur de Moselle-est, rédaction et diffusion d'une lettre ouverte au député, collage d'affiches dans la ville de Saint-Avold, distribution d'un tract "spécial retraites" sur les marchés et sur tout le département de la Moselle. Ainsi qu'envoi d'un courrier personnalisé au domicile de tous les syndiqués et sympathisants avec information et départs des bus pour la manif'.

En Isère, le 2 juillet, présence devant Rhodia-Roussillon pour discussion sur les retraites, signature de 300 cartes-pétitions, le 3 juillet, filtration sur la RN7 de 10 à 16 h, distribution de 3000 tracts, le 13 juillet, dépôt des 3000 cartes-pétitions à la sous-préfecture (Vienne) puis occupation de la permanence du député UMP du secteur.



Ne tombons pas dans le panneau : restons lucides.

L'opinion de Michel DUCASSE, membre du CN de l'UFR FNIC CGT.

Au début des années 70, la CGT condamnait l'immigration massive de main-d'œuvre étrangère quand le chômage ne cessait de croître en France. La réaction fut immédiate de toutes parts, et notre organisation syndicale fut alors qualifiée de raciste et xénophobe.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Cette main-d'œuvre bon marché a été ghettoïsée, ce qui n'a pas permis l'intégration en douceur de cette population et a accru les tensions avec les femmes et les hommes qui vivent au quotidien des actes d'incivilités, de violences et de trafics en tout genre. **A qui la faute ?**

D'une part, à l'absence de volonté d'une grande partie des municipalités et des gouvernements successifs de **mettre en place une politique d'intégration digne de ce**

nom, par un brassage des cultures et des populations.

D'autre part, à **l'augmentation du chômage touchant plus particulière-**

ment cette catégorie de salariés qui se sentent de plus en plus exclus, se réfugient dans l'intégrisme et le communautarisme et sont cités, à tort ou à raison, comme des auteurs de troubles, ce qui augmente de façon inquiétante la montée du racisme même dans les endroits les plus retirés de l'hexagone.

Notre rôle est de tout mettre en œuvre afin de calmer les tensions à force d'explications et de faire comprendre que la délinquance n'est pas une question de race ou de culture mais résulte du mal vivre, lié principalement au chômage, et de la récupération des plus faibles par des petits caïds.

Il est également malsain et dangereux pour la démocratie de stigmatiser les Roms comme le fait actuellement le gouvernement

Sarkozy en les rendant responsables de tous les maux, comme ce fut le cas lors des périodes les plus sombres de notre histoire pour les tsiganes, les juifs, les communistes...

Enfin, si l'on parle de délinquance, il ne faut surtout pas éluder celle des "cols blancs", des élus politiques et autres détenteurs de maroquins qui, pour certains, fraudent, détournent des masses considérables d'argent, magouillent de façon scandaleuse sans que beaucoup de donateurs de leçons y trouvent à redire.

Il est vrai que lorsqu'ils ont été pris la main dans le sac dans les années 80/90, les députés n'ont pas eu honte de se voter une loi d'auto amnistie afin de ne pas avoir à répondre de leurs exactions et certains ministres se sont déclarés, dans divers scandales, responsables mais non coupables....

"Que vous soyez puissants ou misérables" est hélas toujours

La sécurité : un droit fondamental ! Le tout répressif n'est pas la solution.

L'opinion de Pascal MARTINI - Secrétaire général UFR Police. Montreuil, le 6 Sept. 2010.

Durant tout l'été, le Président de la République Nicolas SARKOZY a de nouveau mis en exergue le thème de la sécurité en prônant une politique encore plus répressive qui conduit à l'autoritarisme dans tous les domaines.

Cette politique doit être combattue parce qu'elle est dangereuse et inefficace.

Cependant, il faut prendre la mesure de l'inquiétude, de l'exaspération des citoyens qui subissent l'insécurité au quotidien. Comme nous ne cessons de le souligner la sécurité des citoyens est un droit fondamental et il doit être assuré partout.

Mais ce n'est pas en faisant des opérations coups de poings médiatisées pour l'expulsion de telle catégorie de citoyens, ou même pour l'arrestation de tels individus trafiquants d'armes et de drogue que l'on va assurer la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens.

La sécurité est avant tout de la responsabilité de l'État et c'est à lui seul d'en être

le garant avec les services compétents de la police nationale, de la

gendarmerie. Pour être utile et efficace, toute politique dans le domaine de la sécurité doit reposer **sur deux piliers fondamentaux : la prévention et la dissuasion.**

Il y a urgence à redonner confiance aux citoyens pour qu'ils prennent la mesure de l'efficacité des services publics de sécurité pour répondre vraiment à leurs besoins.

La politique du tout répressif, de la rentabilité et de la culture du résultat est un échec. Au delà des chiffres annoncés par le ministre de l'intérieur, l'insécurité est bien réelle pour des millions de gens, salariés et retraités. Cela n'est pas acceptable parce que ce sont aussi les plus fragilisés qui en subissent les conséquences.

Dans ce domaine aussi notre responsabilité de syndicalistes CGT retraités est importante.

Nous ne devons pas laisser les tenants du tout sécuritaire et de la seule politique ré-

pressive en la matière occuper le terrain. Nous avons intérêt à organiser des débats avec les citoyens, dont les retraités qui sont très sensibles à ces préoccupations, **afin de faire connaître nos propositions pour une autre politique plus efficace.**

Face à la politique de démantèlement des services publics dans les quartiers sensibles, **nous préconisons au contraire des services publics efficaces dans tous les secteurs pour répondre aux besoins des citoyens.**

Le rétablissement de la police de proximité s'impose, parce que c'est par le contact humain, le dialogue, le respect, la tolérance, que seront mis en échec les actes d'incivilité et de délinquance.

La sécurité n'est pas seulement l'affaire de la droite et de l'extrême droite qui ne proposent que répression et exclusion.

La sécurité publique de l'ensemble des citoyens, c'est l'affaire de tous et notre organisation syndicale la CGT et son UCR sauront prendre toutes leurs responsabilités pour proposer d'autres solutions que celles de l'actuel Président de la République.



L'agenda

- 11-15 octobre 2010 : 38ème Congrès de la FNIC CGT.
- 21 octobre & 16 décembre 2010 : Conseil National.

Certes, avec seulement une différence de - 3 FNI par rapport à l'année 2008, nous pouvons ne pas être totalement insatisfaits.

Néanmoins, nous sommes bien loin de l'objectif de 4500, ambitieux mais réaliste, que nous nous étions fixé.

Il semble bien que, malgré la prise en compte de la question de la continuité syndicale par de nombreux camarades, celle-ci ne soit pas à la hauteur des enjeux actuels.

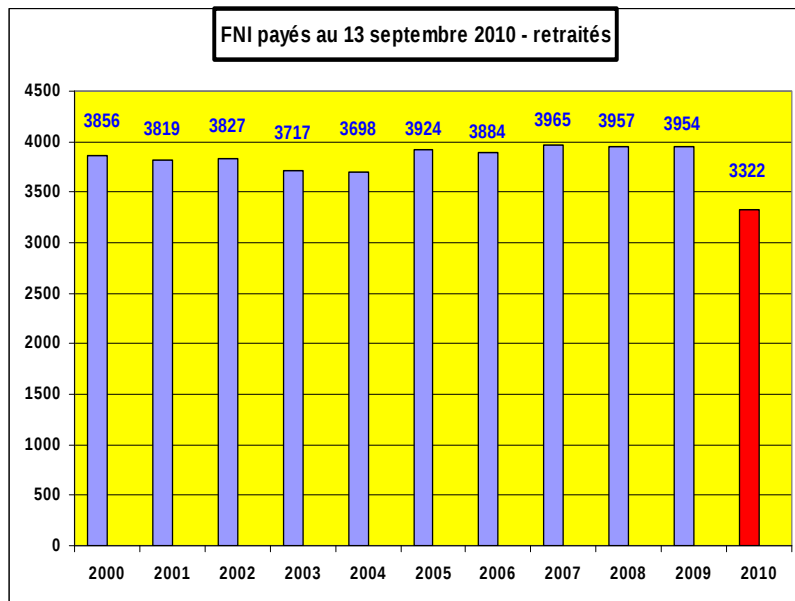
Notre Fédération a fait du dernier trimestre 2010 celui du renforcement du syndicalisme retraité : **n'hésitons pas à utiliser largement les affiches créées pour ce faire, à les apposer dans les locaux CGT de nos entreprises, à convaincre les "retraitables" ou retraités de notre entourage de la nécessité de la continuité syndicale.**

Pour ce qui est de 2010, à date, nous sommes un peu en avance par rapport à 2009 mais il ne faut pas s'endormir, de nombreuses sections n'ont encore rien versé à la Fédération : **si, au neuvième mois de l'année, le 1er timbre qu'est le FNI n'est pas réglé, qu'en sera-t-il**

l'Orga — le point

Objectif : 4500 syndiqués jusqu'au Congrès Fédéral.

Au 13 septembre 2010,
3954 FNI réglés pour 2009.



La vie des sections

La section retraitée du syndicat CGT de Total Petrochemicals à Gonfreville (76) a 11 ans.

Le complexe pétrochimique a démarré en 1970 avec un bon pourcentage de jeunes et pendant près de vingt ans, notre syndicat n'a pas ou peu eu d'activité en direction des retraités.

Début des années 90, nous avons été, comme beaucoup de syndicats de la chimie, confronté aux restructurations avec les conséquences sur l'emploi. Les plans de mise en retraite anticipée liés aux baisses d'effectifs ont vu le jour.

Par ailleurs, nous avons obtenu la reconnaissance de la pénibilité du travail posté avec un départ anticipé en retraite : **ces événements, qui s'ajoutent au vieillissement des travailleurs du complexe ont rendu incontournable et utile la création d'une section retraités.**

qués actifs. La section fonctionne autour d'un collectif qui se réunit tous les deux mois et tient une permanence tous les lundis matins au local syndical, nous publions un bulletin trimestriel.

Nous réunissons une à deux fois par an nos syndiqués en assemblée générale avec une rencontre fraternelle,

La continuité syndicale est notre atout, en effet 90 % des syndiqués actifs qui partent en retraite restent syndiqués retraités à la section.

Nous n'avons pas de rupture syndicale, le syndiqué actif est informé de sa continuité syndicale. Cette pratique est favorisée, entre autres, par le prélèvement automatique des cotisations (90 %).

Dans cette période de forte incertitude sociale, les retraités (organisés) sont fortement mobilisés aux côtés des actifs. Nous pensons avoir progressé dans le syndicalisme intergénérationnel.

Notre section participe à la vie démocratique du syndicat par la présence de deux membres du collectif Retraités dans la commission exécutive.

Nous participons également à la vie des structures de la CGT, à la Fédération (UFR) et dans l'inter-pro (UL d'Harfleur).

Le comité d'établissement à majorité CGT s'est doté d'une commission Retraités pour les activités de loisirs et de culture.

Aujourd'hui, nous sommes 88 syndiqués retraités pour 116 syndi-



Vie nouvelle
Donner du sens aux idées

On a aimé

Le livre d'un ancien militant d'Elf Aquitaine, **Paul Sindic**, "Urgences Planétaires", traitant des grands enjeux auxquels nous sommes tous confrontés et proposant des pistes de réflexion sur le "dépassement du capitalisme".